

Le Maroc pourrait "effectivement" être éligible aux fonds de soutien du G8 à la démocratie

Economie

Posté par: Administrateur

Publié le : 04-07-2011 23:55:20

Le Maroc pourrait "effectivement" être éligible à la mobilisation des bailleurs de fonds internationaux par le G8, afin de soutenir ses efforts de transition démocratique, sur la base des critères du "Partenariat de Deauville" qui seront arrêtés en septembre, a annoncé lundi le ministère français des Affaires étrangères.

Après "le succès majeur" du référendum constitutionnel au Maroc, le président français Nicolas Sarkozy avait souhaité samedi que le Maroc "rejoigne le +Partenariat de Deauville+, qui vise à soutenir concrètement les pays arabes engagés dans une transition démocratique".

"Sous réserve de l'accord de nos partenaires du G8 et du souhait du Maroc, ce pays pourrait effectivement être éligible à la mobilisation des bailleurs de fonds internationaux par le G8, afin de soutenir ses efforts de transition démocratique, conformément aux principes du Partenariat de Deauville", a déclaré le porte-parole du Quai d'Orsay, Bernard Valero, lors d'un point de presse.

Il a annoncé que le principe et les modalités de l'association des pays membres de ce Partenariat seront arrêtés en septembre lors de réunions des ministres des Affaires étrangères du Groupement des huit pays les plus industrialisés du monde, actuellement présidé par la France.

Le "Partenariat de Deauville", lancé par les dirigeants du G8 lors de leur sommet fin mai dernier à Deauville (nord-ouest de la France), prévoit une aide, à hauteur de 40 milliards de dollars, aux pays arabes dans leur transition démocratique, dont en premier lieu la Tunisie et l'Egypte.

Le groupe s'était dit prêt à ouvrir "ce partenariat global et de long terme à tous les pays de la région qui amorcent une transition vers une société libre, démocratique et tolérante".

Deux conditions sont posées pour être éligible à ce partenariat: "un processus politique destiné à soutenir la transition démocratique et à favoriser les réformes en matière de gouvernance" et un cadre économique "propice à une croissance durable et qui profite à tous".

MAPF